Ville de Saint-Philippe

Rapport Financier

31 décembre 2017

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Philippe

Code géographique : 67010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Occupation du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières S5

États financiers consolidés audités S6 - S25

Renseignements financiers consolidés non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S33

Autres renseignements financiers non audités S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières S54

Données prévisionnelles non auditées S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Martin Lelièvre, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Philippe (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Saint-Philippe (Nom de l'organisme) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-19 (Date).

Signature Date 2018-05-28

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saint-Philippe et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La ville a perçu, au cours de l'exercice, des droits sur les carrières et sablières au montant de 422 527 $. Comme les mesures de contrôle mises en place par la ville ne permettent pas de s'assurer de l'exactitude des déclarations produites par les exploitants, il ne nous a pas été possible de nous assurer de l'intégralité des revenus inscrits au rapport financier. En conséquence, nous n'avons pu déterminer si les montants des droits en cause, de l'excédent de fonctionnement de l'exercice, de l'actif, du passif et de l'excédent accumulé auraient dû faire l'objet d'ajustement.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe "Fondement de l'opinion avec réserve", les états financiers consolidés donnent, dans tous

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Philippe et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Philippe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Goudreau Poirier inc.[1]

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2018-05-28

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	8 058 215	8 215 781	8 027 686
Compensations tenant lieu de taxes	2	105 905	120 659	71 428
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 461 880	689 663	647 522
Services rendus	5	1 104 813	1 047 876	1 175 716
Imposition de droits	6	853 200	1 103 366	1 338 714
Amendes et pénalités	7	188 856	187 277	178 106
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	117 310	138 601	131 912
Autres revenus	10	183 925	83 070	74 351
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	12 074 104	11 586 293	11 645 435
Charges				
Administration générale	14	1 874 210	1 801 919	1 611 171
Sécurité publique	15	2 926 339	2 865 032	2 838 553
Transport	16	2 423 325	2 630 585	2 231 127
Hygiène du milieu	17	1 630 325	1 539 487	1 440 661
Santé et bien-être	18	63 390	49 370	49 969
Aménagement, urbanisme et développement	19	538 525	451 066	476 149
Loisirs et culture	20	1 698 190	1 538 246	1 437 210
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	309 703	287 638	206 179
Effet net des opérations de restructuration	23		37 911	
	24	11 464 007	11 201 254	10 291 019
Excédent (déficit) de l'exercice	25	610 097	385 039	1 354 416
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 088 644	21 734 228
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		23 088 644	21 734 228
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		23 473 683	23 088 644

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 732 792	1 105 840
Débiteurs (note 5)	2	3 208 635	3 981 206
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 941 427	5 087 046
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 563 924	6 470 809
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 643 959	2 338 719
Revenus reportés (note 12)	12	1 041 669	954 791
Dette à long terme (note 13)	13	11 816 060	8 031 752
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	255 231	192 495
	15	19 320 843	17 988 566
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 379 416)	(12 901 520)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	36 726 248	35 788 570
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	88 900	88 900
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	37 951	112 694
	21	36 853 099	35 990 164
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	23 473 683	23 088 644

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	610 097	385 039	1 354 416
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(2 316 442)	(2 425 896)	(6 386 805)
Produit de cession	3		2 176	113
Amortissement	4	1 159 683	1 450 297	1 212 946
(Gain) perte sur cession	5		(2 166)	(113)
Réduction de valeur / Reclassement	6		37 911	
	7	(1 156 759)	(937 678)	(5 173 859)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		74 743	(75 761)
	11		74 743	(75 761)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(546 662)	(477 896)	(3 895 204)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(12 901 520)	(9 006 316)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(12 901 520)	(9 006 316)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(13 379 416)	(12 901 520)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	385 039	1 354 416
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 450 297	1 212 946
Autres			
- Activités de restructuration	3	37 911	
- Perte (Gain) sur disposition	4	(2 166)	(113)
	5	1 871 081	2 567 249
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	772 571	(521 195)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(694 760)	709 380
Revenus reportés	9	86 878	(125 860)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	62 736	215 975
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	74 743	(75 761)
	14	2 173 249	2 769 788
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 425 896)	(6 386 805)
Produit de cession	16	2 176	113
	17	(2 423 720)	(6 386 692)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 376 800	2 778 770
Remboursement de la dette à long terme	24	(592 291)	(744 960)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 906 885)	2 079 261
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(201)	3 313
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 877 423	4 116 384
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 626 952	499 480
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 105 840	606 360
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 105 840	606 360
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 732 792	1 105 840

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Philippe est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q., c.C-19). Elle est dirigée par un conseil. Le 22 octobre 2016, la Municipalité de Saint-Philippe a obtenu le statut de ville tel que publié dans la Gazette officielle à cette même date.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 17-1, 17-2 et 17-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 19.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain et la Régie intermunicipale de police Roussillon.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport Le Richelain pour l'exercice est de 1,79 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour l'exercice est de 5.52 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Saint-Philippe excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Saint-Philippe, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

prévues par ces fonds.

E) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin d'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 3, 10, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	- 10, 15, 20 et 40 ans
Véhicules	- 3, 5, 6, 7, 8, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 4, 5, 7, 10 et 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 3, 4, 5, 6, 7, 10, 15 et 20 ans
Améliorations locatives	- 15 ans

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial FTQ (RRFS - FTQ)auquel la ville participe est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régie intermunicipale de police Roussillon

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : Valeur lissée 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;

  - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

I) Instruments financiers
S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 732 792	1 105 840
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 732 792	1 105 840
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	306 455	333 242
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 050 614	1 272 982
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	909 975	1 220 924
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	479 394	423 540
Organismes municipaux	15	376 197	518 519
Autres			
- Contribuables et divers	16	199 866	245 328
- Mutations à recevoir	17	192 589	299 913
	18	3 208 635	3 981 206
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	490 800	560 139
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	490 800	560 139
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	90 086	80 060
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(107 294)	175 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(147 937)	(368 095)
	37	(255 231)	(192 495)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	391 349	140 588
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(215 796)	93 063
Régimes à cotisations déterminées	40	50 067	44 464
Autres régimes (REER et autres)	41	49 076	53 334
Régimes de retraite des élus municipaux	42	10 581	9 672
	43	285 277	341 121

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016

10. Emprunts temporaires

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 600 000 $ pour ces opérations courantes portant intérêt au taux préférentiel (3.20 % au 31 décembre 2017) . Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit est inutilisée.

La municipalité a autorisé et négocié auprès d'une institution financière des marges de crédit pour des règlements d'emprunts en cours. Le total autorisé est de 16 392 000 $ et le taux d'intérêts de chacune de ces marges est le taux préférentiel (3.20 % au 31 décembre 2017) plus 0.25 %. Au 31 décembre 2017, ces marges de crédit étaient utilisées pour un montant total de 4 563 924 $.

Le Conseil intermunicipal de Transport Le Richelain bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 000 000 $ portant intérêt au taux préférentiel (2,7 % au 31 décembre 2016) et renouvelable en septembre 2017. Cette marge est inutilisée au 31 décembre 2016.

La Régie intermunicipale de police Roussillon a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 1 000 000 $ au taux préférentiel minoré de 0.15%. Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit n'est pas utilisée (2016: NIL $).

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	770 571	1 431 297
Salaires et avantages sociaux	48	474 133	459 454
Dépôts et retenues de garantie	49	208 374	312 219
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur DLT	53	69 655	36 280
- Autres courus et passifs	54	57 276	50 855
- Gouvernement du Québec	55	760	775
- Gouvernement du Canada	56	388	393
- Organismes municipaux	57	62 802	47 446
	58	1 643 959	2 338 719

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	784 606	682 074
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	136 577	66 285
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Divers	66	2 137	3 374
- Fonds dév. des comm. rurales	67		38 398
-	68		
- Transfert	69	118 349	164 660
	70	1 041 669	954 791

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2017	2016
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,85	2018	2037	71	11 793 408	7 981 161
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,15	5,70	2021	2021	75	25 330	32 820
Organismes municipaux					76		20 248
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	11 818 738	8 034 229
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(2 678)	(2 477)
					81	11 816 060	8 031 752

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2017
2018	82		90	688 153	98		107	7 792	115	695 945
2019	83		91	678 578	99		108	8 096	116	686 674
2020	84		92	623 202	100		109	8 412	117	631 614
2021	85		93	634 829	101		110	1 030	118	635 859
2022	86		94	654 011	102		111		119	654 011
2023 et +	87		95	8 514 635	103		112		120	8 514 635
	88		96	11 793 408	104		113	25 330	121	11 818 738
Intérêts et frais accessoires					105	( )			122	( )
	89		97	11 793 408	106		114	25 330	123	11 818 738

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2017	2016
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(13 379 416)	(12 901 520)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( )	( )
Autres	126	( )	( )
	127	(13 379 416)	(12 901 520)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	4 286 191	156	854 317	183		210	5 140 508
Eaux usées	129	8 088 702	157		184		211	8 088 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	12 946 251	158	3 363 878	185	100 157	212	16 209 972
Autres	131	1 961 464	159	307 364	186	166 037	213	2 102 791
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	3 417 795	161	2 482 606	188	8 226	215	5 892 175
Améliorations locatives	134	187 151	162		189		216	187 151
Véhicules	135	2 741 083	163	38 247	190	252 672	217	2 526 658
Ameublement et équipement de bureau	136	1 032 452	164	84 309	191	428 180	218	688 581
Machinerie, outillage et équipement divers	137	2 044 937	165	104 109	192	372 574	219	1 776 472
Terrains	138	1 411 428	166	1 627 346	193		220	3 038 774
Autres	139	126 966	167		194		221	126 966
	140	38 244 420	168	8 862 176	195	1 327 846	222	45 778 750
Immobilisations en cours	141	11 429 770	169	(6 436 280)	196	5 176	223	4 988 314
	142	49 674 190	170	2 425 896	197	1 333 022	224	50 767 064
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	1 873 091	171	107 166	198		225	1 980 257
Eaux usées	144	3 289 904	172	209 566	199		226	3 499 470
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	4 105 246	173	552 303	200	100 157	227	4 557 392
Autres	146	724 750	174	85 189	201	166 037	228	643 902
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	930 711	176	81 516	203	8 226	230	1 004 001
Améliorations locatives	149	12 477	177	12 477	204		231	24 954
Véhicules	150	1 052 061	178	138 226	205	252 672	232	937 615
Ameublement et équipement de bureau	151	744 962	179	76 992	206	428 180	233	393 774
Machinerie, outillage et équipement divers	152	1 037 418	180	186 862	207	339 829	234	884 451
Autres	153	115 000	181		208		235	115 000
	154	13 885 620	182	1 450 297	209	1 295 101	236	14 040 816
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	35 788 570					237	36 726 248
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	( )	242	( )	244	( )	246	( )
Valeur comptable nette	240						247	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	88 900	88 900
	251	88 900	88 900
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	88 900	88 900
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	254	25 115	29 707
- Organismes contrôlés	255	12 836	82 987
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	37 951	112 694
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

18. Fonds local d'investissement

		2017	2016
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	260		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261		
Autres revenus	262		
	263		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264		
Variation de la provision pour moins-value	265		
	266		
Autres charges	267		
	268		
Excédent (déficit) de l'exercice	269		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	( )	( )
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

19. Fonds local de solidarité

		2017	2016
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	286		
Revenus sur les prêts aux entreprises	287		
Autres revenus	288		
	289		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	290		
Variation de la provision pour moins-value	291		
	292		
Intérêts sur la dette à long terme	293		
Autres charges	294		
	295		
Excédent (déficit) de l'exercice	296		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	( )	( )
	302		
	303		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	304		
Revenus reportés	305		
Dette à long terme	306		
	307		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308		
Excédent (déficit) non affecté	309		
	310		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311	
Supportant les engagements de prêts	312	
	313	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

20. Obligations contractuelles

a) Fourniture d'eau - Ville de Candiac

La ville s'est engagée, en vertu d'un contrat d'une durée de vingt ans avec la Ville de Candiac pour la fourniture de l'eau potable. Cette entente est venue à échéance le 31 décembre 2015. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, cette entente n'a pas encore été renouvelée. Le coût relatif à cette entente pour l'année 2017 s'élève à 151 250 $.

b) Enlèvement, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables

La ville a délégué le pouvoir à la MRC de Rousillon en ce qui a trait à l'enlèvement , le transport et la disposition des matières résiduelles et recyclables à raison de 198.57 $ par unité pour l'année 2018. La ville estime le nombre de 2 436 unités en ce qui a trait aux ordures, ce qui représente un coût de 345 420 $ pour 2018 et un nombre de 2 522 unités pour le recyclage, ce qui représente un coût de 143 187 $ pour 2018.

c) Regroupement pour la gestion du service incendie

La ville a conclu une entente avec la Ville de La Prairie relativement au service de gestion du service incendie. Cette entente, d'une durée de trois ans, est en vigueur du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018. Les versements à effectuer relativement à cette entente au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2018 : 355 667 $

d) En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 242 331 $. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les septs prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2018	287 116 $
2019	266 954 $
2020	194 828 $
2021	119 067 $
2022	117 099 $
2023	114 333 $
2024	113 976 $

e) Autres

La Régie intermunicipale de police Roussillon a contracté divers engagements de crédit. La quote-part de ces engagements revenant à la Ville de Saint-Philippe au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

2018	27 757 $
2019	12 590 $
2020	6 251 $
2021	1 299 $
2022	786 $

21. Éventualités

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Régie intermunicipale de police Roussillon est poursuivie pour une somme de 515 614 $ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice.

Cette réclamation est entre les mains des assureurs de la régie. Si celle-ci devait débourser une somme à l'égard de cette cause, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

d) Autres

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville de Saint-Philippe et des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par la Régie intermunicipale de police Roussillon et par le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

25 Transport adapté pour personnes handicapées

La ville a conclu une entente relative à l'exploitation d'un service de transport adapté avec l'organisme délégué " TARSO". La contribution de 2017 est de 21 553$.

---

26 M.R.C. Roussillon

La ville a conclu des ententes déléguant ses pouvoirs en matière de cour municipale, de gestion des matières résiduelles, de vente pour taxes et de développement économique et touristique à la M.R.C. De Roussillon.

---

27 Autres

a) **Service de la protection contre l'incendie**

Suite à la signature d'une entente, la Ville de Saint-Philippe fournit à la municipalité de Saint-Mathieu le service de la protection contre l'incendie. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est en vigueur depuis le 1er janvier 2009. Par la suite, elle se renouvellera automatiquement par période successive de cinq ans.

b) **Fourniture de service pour des ouvrages d'interception**

Suite à la signature d'une entente, la Ville de Saint-Philippe fournit à la municipalité de Saint-Mathieu le service de traitement des eaux usées.

c) **Entente de déploiement multi-caserne**

La ville a signé avec les villes de Candiac, La Prairie, Sainte-Catherine et Saint-Constant, une entente relative au déploiement de réponse multi-caserne dans le cadre du schéma de couverture de risque. Cette entente est entrée en vigueur le 1er janvier 2014 et est effective jusqu'au 31 décembre 2018. Elle se renouvellera de façon automatique par période de deux ans par la suite.

d) **Entente pour utilisation réciproque**

La Ville de Saint-Philippe a signé une entente avec la Ville de Delson relativement à l'utilisation réciproque des biens et services sportifs, culturels et communautaires. Cette entente est valide du 4 octobre 2017 jusqu'au 4 octobre 2027. Par la suite, cette entente pourra être renouvellée pour deux périodes successives de cinq ans chacune.

e) **Entente déploiement de réponse multi-caserne**

La Ville de Saint-Philippe a signé, avec la municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur, une entente relative au déploiement en réponse multi-caserne dans le cadre du schéma de couverture de risque. Cette entente, en vigueur depuis le 5 septembre 2017, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018.

f) **Oeuvre d'art**

La ville détient, à titre d'oeuvre d'art, deux tableaux de Carol Simard Laflamme. Ces tableaux sont installés à la bibliothèque et ont été acquis dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

De plus, la ville a acquis, à titre d'oeuvre d'art, une murale sur verre fritté d'André Dubois. Cette oeuvre est installée au centre communautaire et a été acquise dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 867 216	8 058 215	8 215 781			8 215 781
Compensations tenant lieu de taxes	2	71 428	105 905	120 659			120 659
Quotes-parts	3					1 171 869	
Transferts	4	327 963	160 450	291 367		26 677	318 044
Services rendus	5	924 227	1 029 625	986 248		61 628	1 047 876
Imposition de droits	6	1 338 714	611 600	799 766			799 766
Amendes et pénalités	7					187 277	187 277
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	128 543	115 000	135 054		3 547	138 601
Autres revenus	10	15 002	179 420	24 782		11 696	36 478
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	10 673 093	10 260 215	10 573 657		1 462 694	10 864 482
Investissement							
Taxes	13	160 470					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	171 041	1 287 655	370 137		1 482	371 619
Imposition de droits	16		241 600	303 600			303 600
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	7 533		46 592			46 592
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	339 044	1 529 255	720 329		1 482	721 811
	21	11 012 137	11 789 470	11 293 986		1 464 176	11 586 293
Charges							
Administration générale	22	1 515 706	1 823 510	1 707 060	94 859		1 801 919
Sécurité publique	23	2 493 031	2 659 685	2 558 912	95 984	1 359 673	2 865 032
Transport	24	1 284 523	1 848 350	1 806 645	730 618	115 654	2 630 585
Hygiène du milieu	25	1 111 614	1 301 270	1 197 891	341 596		1 539 487
Santé et bien-être	26	49 969	63 390	49 370			49 370
Aménagement, urbanisme et développement	27	471 244	532 795	446 990	4 076		451 066
Loisirs et culture	28	1 304 077	1 564 435	1 402 422	135 824		1 538 246
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	176 099	289 658	252 512		35 126	287 638
Effet net des opérations de restructuration	31					37 911	37 911
Amortissement des immobilisations	32	1 187 029	1 128 920	1 402 957	(1 402 957)		
	33	9 593 292	11 212 013	10 824 759		1 548 364	11 201 254
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 418 845	577 457	469 227		(84 188)	385 039

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 418 845	577 457	469 227	(84 188)	385 039
Moins: revenus d'investissement	2	(339 044)	(1 529 255)	(720 329)	(1 482)	(721 811)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 079 801	(951 798)	(251 102)	(85 670)	(336 772)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 187 029	1 128 920	1 402 957	47 340	1 450 297
Produit de cession	5				2 176	2 176
(Gain) perte sur cession	6				(2 166)	(2 166)
Réduction de valeur / Reclassement	7				37 911	37 911
	8	1 187 029	1 128 920	1 402 957	85 261	1 488 218
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(616 620)	(495 015)	(481 199)	(41 753)	(522 952)
	18	(616 620)	(495 015)	(481 199)	(41 753)	(522 952)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(683 901)	(241 710)	(135 159)	(13 809)	(148 968)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				1 959	1 959
Excédent de fonctionnement affecté	21	384 340	500 220	417 455	71 649	489 104
Réserves financières et fonds réservés	22	(111 048)	59 420	(100 855)	(16 895)	(117 750)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(312)	(37)	(23)	(5 226)	(5 249)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(410 921)	317 893	181 418	37 678	219 096
	26	159 488	951 798	1 103 176	81 186	1 184 362
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 239 289		852 074	(4 484)	847 590

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Réalisations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	339 044	720 329	1 482	721 811
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(4 037 449)	(152 560)	( )	(152 560)
Sécurité publique	3	(4 200)	(43 666)	(30 273)	(73 939)
Transport	4	(275 628)	(444 335)	(2 369)	(446 704)
Hygiène du milieu	5	(218 902)	(100 673)	( )	(100 673)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(1 807 438)	(1 652 020)	( )	(1 652 020)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(6 343 617)	(2 393 254)	(32 642)	(2 425 896)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 353 261	4 376 800		4 376 800
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	683 901	135 159	13 809	148 968
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	9 476	137 215	2 501	139 716
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	23 657	148 154	14 850	163 004
	18	717 034	420 528	31 160	451 688
	19	(3 273 322)	2 404 074	(1 482)	2 402 592
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 934 278)	3 124 403		3 124 403

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2016	2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	917 618	2 497 754	235 038	2 732 792
Débiteurs (note 5)	2	3 844 498	3 077 290	135 647	3 208 635
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	4 762 116	5 575 044	370 685	5 941 427
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 470 809	4 563 924		4 563 924
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 174 585	1 494 575	153 686	1 643 959
Revenus reportés (note 12)	12	950 310	1 039 532	2 137	1 041 669
Dette à long terme (note 13)	13	7 528 051	11 355 130	460 930	11 816 060
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			255 231	255 231
	15	17 123 755	18 453 161	871 984	19 320 843
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(12 361 639)	(12 878 117)	(501 299)	(13 379 416)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	35 361 265	36 351 562	374 686	36 726 248
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	88 900	88 900		88 900
Stocks de fournitures	19				
Autres actifs non financiers (note 17)	20	29 707	25 115	12 836	37 951
	21	35 479 872	36 465 577	387 522	36 853 099
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 067 441	719 481	351	719 832
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 118 785	1 644 149	216 247	1 860 396
Réserves financières et fonds réservés	24	97 176	359 688	37 413	397 101
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(23)	( )	(508 342)	(508 342)
Financement des investissements en cours	26	(7 646 582)	(4 711 990)		(4 711 990)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	28 481 436	25 576 132	140 554	25 716 686
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	23 118 233	23 587 460	(113 777)	23 473 683

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	3 269 550	3 058 854	3 975 450	3 640 969
Charges sociales	2	815 825	726 646	1 029 503	1 003 556
Biens et services	3	3 385 365	3 118 475	3 313 348	3 110 890
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	289 658	240 891	253 002	178 019
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		11 176	11 176	10 969
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8		445	23 460	17 191
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 099 530	1 948 744	776 875	918 667
Transferts	10				
Autres	11				2 215
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	183 665	266 010	273 376	137 734
Amortissement des immobilisations	14	1 128 920	1 402 957	1 450 297	1 212 946
Autres					
- Créances irrécouvrables	15		12 290	18 585	20 038
- Autres	16	37 500	37 507	75 418	37 500
- Réclammation dommages et int.	17	2 000	764	764	325
	18	11 212 013	10 824 759	11 201 254	10 291 019

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	719 832	1 169 486
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 860 396	1 313 931
Réserves financières et fonds réservés	3	397 101	132 544
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(508 342)	(546 162)
Financement des investissements en cours	5	(4 711 990)	(7 646 582)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 716 686	28 665 427
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	23 473 683	23 088 644
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	719 481	1 067 441
Organismes contrôlés[1]	10	351	102 045
	11	719 832	1 169 486
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Aqueduc - Égout	12	821 411	564 749
- Exercice suivant	13	675 000	362 455
- Annexion Candiac	14	110 000	165 000
- Branchement Monette	15	34 264	21 952
- Règlement 369	16	3 474	4 629
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 644 149	1 118 785
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Régie intermun. Rousillon	22	216 247	195 146
-	23		
-	24		
	25	216 247	195 146
	26	1 860 396	1 313 931
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	169 877	97 176
Organismes contrôlés	38	25 982	24 445
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	189 811	
Organismes contrôlés	42	11 431	10 923
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	397 101	132 544
	48	397 101	132 544

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(17 450)	(19 207)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(5 522)	(8 020)
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	(255 894)	(256 865)
	54	(278 866)	(284 092)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(278 866)	(284 092)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	(23)
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	(23)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Autres financement	72	(229 476)	(262 047)
-	73	( )	( )
	74	(229 476)	(262 047)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(508 342)	(546 162)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		24 650
Investissements à financer	83	(4 711 990)	(7 671 232)
	84	(4 711 990)	(7 646 582)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	36 726 248	35 788 570
Propriétés destinées à la revente	86	88 900	88 900
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	36 815 148	35 877 470
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	36 815 148	35 877 470
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(11 816 060)	(8 031 752)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(2 678)	(2 477)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	490 800	560 139
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	229 476	262 047
	98	(11 098 462)	(7 212 043)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(11 098 462)	(7 212 043)
	101	25 716 686	28 665 427

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police de Roussillon offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées.

		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	175 600	317 138
Charge de l'exercice	4	(391 349)	(140 588)
Cotisations versées par l'employeur	5	108 455	(950)
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(107 294)	175 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	4 013 352	3 444 986
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(4 391 892)	(3 552 840)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(378 540)	(107 854)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	271 246	283 454
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(107 294)	175 600
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(107 294)	175 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	4 013 352	3 444 986
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(4 391 892)	(3 552 840)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(378 540)	(107 854)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	439 231	174 090
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		(19 365)
	20	439 231	154 725
Cotisations salariales des employés	21	(97 189)	(72 764)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	342 042	81 961
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	31 730	17 349
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		42 371
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	373 772	141 681
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	217 902	182 095
Rendement espéré des actifs	33	(200 325)	(183 188)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	17 577	(1 093)
Charge de l'exercice	35	391 349	140 588

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	333 203	284 514
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(200 325)	(183 188)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	132 878	101 326
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	7 565	(182 781)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	130 763	122 892
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	4 239 316	3 602 335
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	117 790	108 065
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	61 884	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	4,93 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	4,66 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police Roussillon possède un régime selon lequel elle s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5,00 % du dernier salaire gagné avant la retraite.

		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(368 095)	(293 658)
Charge de l'exercice	56	(215 796)	(93 063)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	4 362	18 626
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(147 937)	(368 095)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(180 407)	(528 187)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(180 407)	(528 187)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	32 470	160 092
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(147 937)	(368 095)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(147 937)	(368 095)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(180 407)	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(180 407)	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	(223 416)	7 176
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		60 928
	72	(223 416)	68 104
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73	( )	( )
	74	(223 416)	68 104
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	2 319	8 179
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	78		
Variation de la provision pour moins-value	79		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(221 097)	76 283
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	5 301	16 780
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	5 301	16 780
Charge de l'exercice	86	(215 796)	93 063
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	1 104	(44 904)
Prestations versées au cours de l'exercice	91	4 362	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	3,49 %	2,98 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	2,98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	2,50 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	10,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2 020	2 020
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Philippe offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. La contribution de l'employé et de l'employeur équivaut à 5% du salaire cotisable.

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106	50 067	44 464

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés cadres de participer à un régime de retraite (REER Collectif) pour 5% ou 9 % de leur rémunération de l'exercice précédent. La dépense ainsi encourue par la municipalité est imputée à la fonction municipale où oeuvre l'employé. Pour y avoir droit, l'employé doit cotiser au minimum 2.5 % de sa masse salariale.

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	49 076	53 334

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 [X] Oui
110 [ ] Non

		2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	7	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	2 630	2 342
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	8 863	7 895
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	1 718	1 777
	115	10 581	9 672

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale		
Dette à long terme	1	11 355 130
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 711 990
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	490 800
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	15 576 320
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	463 570
Endettement net à long terme	16	16 039 890
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	113 141
Communauté métropolitaine	18	32 842
Autres organismes	19	700 000
Endettement total net à long terme	20	16 885 873
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	16 885 873
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2016**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	6 575 495	6 664 659	6 664 659	6 040 745
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	8 863	9 167	9 167	32 992
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				160 470
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	6 584 358	6 673 826	6 673 826	6 234 207
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	408 750	439 956	439 956	420 300
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	281 600	290 008	290 008	276 503
Matières résiduelles	13	615 290	642 988	642 988	621 796
Autres					
-Cours d'eau	14				49 807
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	23 000	24 584	24 584	24 791
Service de la dette	18	145 217	144 419	144 419	400 282
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	1 473 857	1 541 955	1 541 955	1 793 479
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 473 857	1 541 955	1 541 955	1 793 479
	26	8 058 215	8 215 781	8 215 781	8 027 686

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2016**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	22 000	26 197	26 197	23 726
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	79 605	90 447	90 447	43 461
	35	101 605	116 644	116 644	67 187
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36	100	124	124	118
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39	100	124	124	118
	40	101 705	116 768	116 768	67 305
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	3 097	3 144	3 144	3 045
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42	1 103	747	747	1 078
Taxes d'affaires	43				
	44	4 200	3 891	3 891	4 123
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	105 905	120 659	120 659	71 428

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS		**Budget 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2016**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52				
Sécurité publique					
Police	53			1 666	1 496
Sécurité incendie	54		6 074	6 074	
Sécurité civile	55				
Autres	56				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	57	5 000	10 777	10 777	9 110
Enlèvement de la neige	58				
Autres	59		880	880	694
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	60			22 169	134 511
Transport adapté	61				
Transport scolaire	62				
Autres	63				
Transport aérien	64				
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67				
Réseau de distribution de l'eau potable	68		312	312	23 110
Traitement des eaux usées	69		12 688	12 688	65 322
Réseaux d'égout	70				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	71	29 955	52 593	52 593	70 909
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	72	50 710	124 765	124 765	78 970
Tri et conditionnement	73				
Autres	74				
Autres	75				
Cours d'eau	76				
Protection de l'environnement	77				
Autres	78				
Santé et bien-être					
Logement social	79				
Sécurité du revenu	80				
Autres	81				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	82				
Rénovation urbaine	83				
Promotion et développement économique	84				
Autres	85				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	86	50 885	41 226	41 226	47 691
Activités culturelles					
Bibliothèques	87	23 900	33 052	33 052	32 157
Autres	88		9 000	9 000	
Réseau d'électricité	89				
	90	160 450	291 367	315 202	463 970

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		**2017**	**2017**	**2017**	**2016**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96	100 000	38 602	38 602	141 053
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99			1 482	11 996
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106				
Réseau de distribution de l'eau potable	107		27 822	27 822	
Traitement des eaux usées	108	1 101 000	76 772	76 772	12 213
Réseaux d'égout	109				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125	86 655	226 941	226 941	17 775
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129	1 287 655	370 137	371 619	183 037

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2016**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130				
Péréquation	131				
Neutralité	132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134				
Fonds de développement des territoires	135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136				
Autres	137			2 842	515
	138			2 842	515
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 448 105	661 504	689 663	647 522

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2017**	**Réalisations 2016**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142				
	143				
Sécurité publique					
Police	144				
Sécurité incendie	145	451 185	391 475	391 475	545 630
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148	451 185	391 475	391 475	545 630
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149				
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155				
Réseau de distribution de l'eau potable	156				
Traitement des eaux usées	157	46 000	46 714	46 714	21 138
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167	46 000	46 714	46 714	21 138
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176				
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179				
Réseau d'électricité	180				
	181	497 185	438 189	438 189	566 768

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2017	Administration municipale Réalisations 2017	Données consolidées Réalisations 2017	Données consolidées Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	182				
Évaluation	183				
Autre	184	251 330	230 588	230 588	56 232
	185	251 330	230 588	230 588	56 232
Sécurité publique					
Police	186			27 174	31 354
Sécurité incendie	187	15 800	14 797	14 797	20 776
Sécurité civile	188	7 200	7 817	7 817	7 249
Autres	189				
	190	23 000	22 614	49 788	59 379
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	191	15 860	18 085	18 085	21 000
Enlèvement de la neige	192	69 000	64 352	64 352	64 188
Autres	193				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	194			34 454	220 135
Transport adapté	195				
Transport scolaire	196				
Autres	197				
Autres	198				
	199	84 860	82 437	116 891	305 323
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200				
Réseau de distribution de l'eau potable	201	5 000	31 863	31 863	34 739
Traitement des eaux usées	202				
Réseaux d'égout	203				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	204				
Matières recyclables	205	5 000	7 580	7 580	7 442
Autres	206				
Cours d'eau	207				
Protection de l'environnement	208				
Autres	209				
	210	10 000	39 443	39 443	42 181
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213				
	214				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215				2 199
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217				
Autres	218				
	219				2 199
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220	160 450	169 790	169 790	140 592
Activités culturelles					
Bibliothèques	221	2 800	3 187	3 187	3 042
Autres	222				
	223	163 250	172 977	172 977	143 634
Réseau d'électricité	224				
	225	532 440	548 059	609 687	608 948
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 029 625	986 248	1 047 876	1 175 716

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	108 200	94 383	94 383	140 740
Droits de mutation immobilière	228	455 000	688 988	688 988	681 689
Droits sur les carrières et sablières	229	290 000	319 995	319 995	516 285
Autres	230				
	231	853 200	1 103 366	1 103 366	1 338 714
AMENDES ET PÉNALITÉS	232			187 277	178 106
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	115 000	135 054	138 601	131 912
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235			2 166	113
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237				
Contributions des promoteurs	238				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239				
Contributions des organismes municipaux	240		11 403	11 403	
Autres contributions	241				
Autres	242	179 420	59 971	69 501	74 238
	243	179 420	71 374	83 070	74 351
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	244				

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2017	Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	131 910	138 007		138 007	138 007	123 995
Greffe et application de la loi	2	323 990	299 384		299 384	299 384	214 740
Gestion financière et administrative	3	1 140 890	1 062 039	94 859	1 156 898	1 156 898	1 027 484
Évaluation	4	115 000	65 016		65 016	65 016	161 718
Gestion du personnel	5						
Autres							
- Autres	6	111 720	142 614		142 614	142 614	83 234
-	7						
	8	1 823 510	1 707 060	94 859	1 801 919	1 801 919	1 611 171
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 149 540	1 149 537		1 149 537	1 359 673	1 335 576
Sécurité incendie	10	1 456 845	1 348 614	95 984	1 444 598	1 444 598	1 445 735
Sécurité civile	11	46 000	47 149		47 149	47 149	49 734
Autres	12	7 300	13 612		13 612	13 612	7 508
	13	2 659 685	2 558 912	95 984	2 654 896	2 865 032	2 838 553
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 109 395	1 207 886	664 134	1 872 020	1 872 020	1 463 758
Enlèvement de la neige	15	323 940	236 770	35 079	271 849	271 849	257 070
Éclairage des rues	16	66 000	45 167	31 405	76 572	76 572	60 355
Circulation et stationnement	17	43 000	31 246		31 246	31 246	37 059
Transport collectif							
Transport en commun	18	306 015	285 576		285 576	378 898	412 885
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 848 350	1 806 645	730 618	2 537 263	2 630 585	2 231 127

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2017	Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	149 000	151 250		151 250	151 250	123 742
Réseau de distribution de l'eau potable	24	200 530	127 068	109 583	236 651	236 651	221 209
Traitement des eaux usées	25	348 750	358 843	216 016	574 859	574 859	473 973
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	261 290	159 004	15 997	175 001	175 001	188 492
Élimination	28	203 540	195 039		195 039	195 039	191 053
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	103 989	111 011		111 011	111 011	104 015
Tri et conditionnement	30	31 751	29 317		29 317	29 317	28 040
Matières organiques							
Collecte et transport	31		3 299		3 299	3 299	5 330
Traitement	32		1 640		1 640	1 640	
Matériaux secs	33		44 640		44 640	44 640	38 985
Autres	34		14 669		14 669	14 669	14 091
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						49 807
Protection de l'environnement	38	2 420	2 111		2 111	2 111	1 924
Autres	39						
	40	1 301 270	1 197 891	341 596	1 539 487	1 539 487	1 440 661
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	63 390	49 370		49 370	49 370	49 969
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	63 390	49 370		49 370	49 370	49 969
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	516 495	418 096	4 076	422 172	422 172	459 815
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	16 300	28 894		28 894	28 894	16 334
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	532 795	446 990	4 076	451 066	451 066	476 149

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2017	Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	543 400	557 230	10 401	567 631	567 631	378 062
Patinoires intérieures et extérieures	54	107 395	100 163		100 163	100 163	104 396
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	542 760	385 665	80 127	465 792	465 792	534 291
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	33 000	31 949		31 949	31 949	32 601
Autres	59	31 515	31 756		31 756	31 756	52 964
	60	1 258 070	1 106 763	90 528	1 197 291	1 197 291	1 102 314
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	306 365	295 659	45 296	340 955	340 955	334 896
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	306 365	295 659	45 296	340 955	340 955	334 896
	67	1 564 435	1 402 422	135 824	1 538 246	1 538 246	1 437 210
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	279 928	249 702		249 702	260 671	185 768
Autres frais	70	9 730	2 365		2 365	3 507	3 220
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					22 878	15 687
Autres	72		445		445	582	1 504
	73	289 658	252 512		252 512	287 638	206 179
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					37 911	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 128 920	1 402 957	(1 402 957)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Saint-Philippe (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Goudreau Poirier inc.[1]

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2018-05-28

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	8 215 781
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2		
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	163 197
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	24 584
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	8 028 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	804 984 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	823 022 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	814 003 500

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 [ ][ ] , [9][8][6][2] / 100 $

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	17 785	17 785	9 169
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	21 433	21 433	91 662
Conduites d'égout	4	14 238	14 238	39 840
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	223 947	223 947	251 828
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			2 484
Parcs et terrains de jeux	10	299 831	299 831	11 733
Autres infrastructures	11			7 624
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	50 945	54 010	5 602
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 205 748	1 205 748	4 195 499
Améliorations locatives	15	7 142	7 142	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	22 824	38 247	12 418
Ameublement et équipement de bureau	18	227 628	233 479	6 522
Machinerie, outillage et équipement divers	19	95 815	104 118	76 361
Terrains	20	205 918	205 918	1 676 063
Autres	21			
	22	2 393 254	2 425 896	6 386 805

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	17 785	17 785	9 169
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			91 662
Conduites d'égout	26	14 238	14 238	39 840
Autres infrastructures	27	223 947	223 947	271 817
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	21 433	21 433	
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	299 831	299 831	1 852
Autres immobilisations	33	1 816 020	1 848 662	5 972 465
	34	2 393 254	2 425 896	6 386 805

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	2 193 862	6 207 694
Frais de financement	38	199 392	135 923
Autres	39		
	40	2 393 254	6 343 617

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	548 148		120 818	427 330
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 925 942	4 376 800	402 134	10 900 608
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 474 090	4 376 800	522 952	11 327 938
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	560 139		69 339	490 800
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	560 139		69 339	490 800
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	560 139		69 339	490 800
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	560 139		69 339	490 800
	19	8 034 229	4 376 800	592 291	11 818 738
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	8 034 229	4 376 800	592 291	11 818 738

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	115 000	65 016	65 016	161 718
Autres	3	72 795	78 772	78 772	88 889
Sécurité publique					
Police	4	1 149 540	1 149 537		
Sécurité incendie	5	1 060			1 058
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	127 250	22 332		
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	487 315	482 134	482 134	478 015
Cours d'eau	13				49 807
Protection de l'environnement	14	2 420	2 111	2 111	1 924
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	63 390	49 370	49 370	49 968
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 800	18 056	18 056	19 023
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	16 300	28 894	28 894	16 334
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	44 660	52 522	52 522	51 931
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	2 099 530	1 948 744	776 875	918 667

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	9,89	40,00	20 577,00	868 661	221 156	1 089 817
Professionnels	2	2,21	35,00	4 013,11	104 708	29 674	134 382
Cols blancs	3	6,45	35,00	14 580,42	204 530	62 022	266 552
Cols bleus	4	21,65	40,00	45 030,15	1 148 374	309 304	1 457 678
Policiers	5						
Pompiers	6	31,38	12,50	20 394,09	643 722	89 096	732 818
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	71,58		104 594,77	2 969 995	711 252	3 681 247
Élus	9	7,00			88 859	15 394	104 253
	10	78,58			3 058 854	726 646	3 785 500

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	312	8 124	19 698		28 134
Traitement des eaux usées	14	4 883	22 418	62 159		89 460
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	58 980	52 235	162 609	270 086	543 910
	17	64 175	82 777	244 466	270 086	661 504

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	75 650	2 401
	4	75 650	2 401
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	16 033	17 647
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	16 033	17 647
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	120 188	108 431
Enlèvement de la neige	11	915	783
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	121 103	109 214
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 068	5 310
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 081	4 570
Traitement des eaux usées	18	11 687	12 094
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	16 836	21 974
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	22 890	24 863
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	22 890	24 863
Réseau d'électricité	40		
	41	252 512	176 099

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lise Martin	16 533	8 267
Jocelyn Bouillon	10 738	3 002
Johanne Beaulac	9 507	4 753
Sylvie Messier	6 421	3 210
Vincent Lanteigne	6 421	3 210
Denis Mayrand	6 497	2 756
Marie-Josée D'autreuil	6 421	3 210
Martine Lebelle	910	455
Justin Gagné	910	455
Dany Goyette	910	455

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12		13	X		
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15	X		
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	500 000 $				
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17	X	18			
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	422 527 $				

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		OUI		NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20		21	X
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2017	22			$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23			$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24		25	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26			$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27		28	X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	29			$
b) autres formes d'aide	30			$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31			
Facteur comparatif de 2017	32			
Valeur uniformisée	33			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ $

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 $

b) Dépenses d'investissement 37 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	6 746 845
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	165 015
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	6 911 860
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	430 970
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	342 055
Matières résiduelles	13	647 190
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000
Service de la dette	18	44 230
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	1 494 445
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 494 445
	26	8 406 305

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	24 800
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	88 930
	9	113 730
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	120
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	120
	14	113 850
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	3 189
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	701
Taxes d'affaires	17	
	18	3 890
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	117 740

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x 2		/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	695 692 503	x 5	0,7870	/100$	6 5 475 100				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	5 791 100	x 8	0,8774	/100$	9 50 810				
Immeubles non résidentiels	10	30 200 774	x 11	1,3446	/100$	12 406 080				
Immeubles industriels	13		x 14		/100$	15				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x 17		/100$	18				
Autres	19	9 757 311	x 20	1,5740	/100$	21 153 580				
Immeubles agricoles	22	84 024 797	x 23	0,7870	/100$	24 661 275				
Total						25 6 746 845	26 ( )	27 ( )	28	29 6 746 845

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30		x 31		/100$	32				
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x 34		/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x 37		/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x 40		/100$	41				
Immeubles industriels	42		x 43		/100$	44				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x 46		/100$	47				
Autres	48		x 49		/100$	50				
Immeubles agricoles	51		x 52		/100$	53				
Total						54	55 ( )	56 ( )	57	58

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 825 466 485	x	2 0,0200	/100$	3 165 015				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 165 015	26 ( )	27 ( )	28	29 165 015

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	190 , 00 $
Égout	2	, $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	149 , 00 $
Matières résiduelles	5	250 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Piscine	25,0000	4	par unité
Eau commerciale	240,0000	4	par unité
Surplus consommation d'eau	0,3100	7	par mètre cube
R369 - bassin A	1,7400	2	
R 369 - bassin B	1,2047	2	
Réseau régional d'aqueduc entretien	4,1000	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	8 406 305
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	168 400
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	30 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	8 207 905

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 825 466 485

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018 12 0 , 9 9 4 3 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	412 120			155 532	51 968	678 080
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	139			62	49	1 041
Autres	5	21 726			8 835	7 068	48 260
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	433 985			164 429	59 085	727 381

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	5 474 287	56 203	83 670	6 911 860
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	4 846	176	37 917	44 230
Autres	13	710 878	40 786	582 662	1 420 215
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	6 190 011	97 165	704 249	8 376 305

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	567 358 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	12 059 795 $				
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	572 520 $				
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	239 406 $				
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	$				

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 175, Chemin Sanguinet, bureau 201
(no) (rue)
Saint-Philippe — J0L 2K0
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (450) 659-7701
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (450) 659-7702
(ind. rég.) (numéro)
Courriel mlelievre@ville.saintphilippe.quebec

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Martin Lelièvre

Téléphone (450) 659-7701
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (450) 659-7702
(ind. rég.) (numéro)
Courriel mlelievre@ville.saintphilippe.quebec

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 825, Boul. Mgr Langlois, Bureau 100
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield — J6S 1B8
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (450) 373-7202
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (450) 373-7277
(ind. rég.) (numéro)
Courriel chantal.moniqui@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Chantal Moniqui, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)
Courriel